

sées (p. 8641) ; Chap. 5050 : *Installations industrielles de l'Etat* [7 décembre 1950] (p. 8751) ; Chap. 5070 : *Amendement de M. Quilici tendant à rétablir les crédits pour les subventions à la Caisse de compensation des combustibles minéraux solides (politique d'importation du charbon)* [8 décembre 1950] (p. 8870, 8871, 8872) ; *Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (hausse du prix du gaz)* (p. 8875) ; *Amendement de M. Rabier tendant à rétablir les crédits pour participation au déficit des houillères du Sud-Oranais* (p. 8876). — Répond à une question de M. Ramonet relative à la pollution des eaux par la distillerie de Montierchaume [15 décembre 1950] (p. 9152). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J.O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbres-primés, amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Chaze tendant à supprimer l'article interdisant les ventes avec primes en nature* [14 mars 1951] (p. 1906); Art. 7 : *Décret d'application* (p. 1909); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République; INDUSTRIE ET COMMERCE; Chap. 5080 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les houillères du Sud-Oranais* [14 mars 1951] (p. 1922). — Répond à une question : de M. Coudray relative à l'usine marémotrice de la Rance [16 mars 1951] (p. 2046); — de M. Maurice Guérin relative à l'approvisionnement du pays en charbon [16 mars 1951] (p. 2046, 2047). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE; Chap. 9051 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire de 1.000 francs les subventions au bureau de recherches des pétroles (recherches au Gabon)* [11 avril 1951] (p. 3167); Art. 2 : *Amendement de M. Peytel tendant à créer un Conseil supérieur des pétroles* [12 avril 1951] (p. 3180); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 2 : *Amendement de M. Peytel tendant à créer un Conseil supérieur du pétrole*

[19 avril 1951] (p. 3555); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat C; ELECTRICITÉ DE FRANCE : *Amendement de M. Leenhardt tendant à augmenter de 18 milliards les crédits de paiement* [6 mai 1951] (p. 4729); *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de paiement (arrêt de construction des centrales dans la Corrèze)* (p. 4730); Article additionnel : *Amendement de M. Mudry tendant à équilibrer l'autofinancement de l'Electricité de France en haussant le prix de l'électricité vendue aux industriels* (p. 4736, 4737); *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir le Conseil central des œuvres sociales d'Electricité et Gaz de France* (p. 4739). — Répond à une question : de M. E. Rigal relative à la transformation de société à responsabilité limitée en société en nom collectif [11 mai 1951] (p. 5046); — de M. Legendre relative à l'approvisionnement en superphosphates [11 mai 1951] (p. 5048); — de M. Virgile Barel relative à la reconstruction de la ligne Breil—Tende—Vieville [11 mai 1951] (p. 5048). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795), [20 mai 1947] (p. 1678), [13 octobre 1949] (p. 5764). — Obtient un congé [13 octobre 1949] (p. 5764).

LOZERAY (M. Henri), Député du Cher.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des territoires d'outre mer [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361).

Interventions :

Ses rapports au nom du 7^e bureau sur les opérations électorales : du département du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription) [28 novembre 1946] (p. 25); — du territoire de l'Oubangui-Chari-Tchad (Collège des citoyens de statut français) [19 décembre 1946] (p. 178). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 887 à 891). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisa-

tion et à la compétence des Assemblées de groupe en Afrique noire : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [4 août 1947] (p. 3913). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Pose la question préalable* [11 mars 1949] (p. 1548, 1549); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer (*Ses explications de vote sur la demande de priorité en faveur de l'ordre du jour de confiance de M. Juglas*) [21 juin 1949] (p. 3603, 3604). — Donne sa démission de Député [14 mars 1950] (p. 1966).

LUCAS (M. Maurice), Député de la Manche.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948,] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 21 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production laitière en vue de satisfaire aux besoins essentiels du ravitaillement du pays, **n° 672**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à étendre le pari mutuel au concours hippique, **n° 719**. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Lucas et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le pari mutuel au concours hippique, **n° 1005**. — Le 20 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 12 octobre 1945 sur le statut juridique de la coopération agricole, **n° 1379**. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution

de M. Mouchet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production laitière en vue de satisfaire les besoins essentiels du ravitaillement du pays, **n° 1565**. — Le 30 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, **n° 2213**. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le cumul des fermages, à remettre en exploitation les terres incultes et à favoriser l'exploitation familiale; 2° de M. Halbout et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'établissement des jeunes foyers d'agriculture en empêchant le cumul des exploitations, **n° 3465**. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bocquet tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, relative à l'organisation du ravitaillement en lait et en produits laitiers, **n° 3466**. — Le 28 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru, **n° 5082**. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Dulin, conseiller de la République, et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, **n° 5743**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative au cumul des exploitations agricoles, **n° 7052**. — Le 22 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la résolution adoptée par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, réglementant la profession de courtiers en vins, dits